

Sommaire

Actualités du MMAISP

Une nouvelle application validée par le contrôle financier

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 02 décembre 2019

Fonctionnaires

Les fonctionnaires font des propositions face aux difficultés

Le Mandat - lundi 02 décembre 2019

Politique

Kablan Duncan : « Le contrôle de l'épidémie est à notre portée »

Fraternité Matin - lundi 02 décembre 2019

CEI, 2020, Gbagbo, Terrorisme, Bédié, BHCI, Macron : ce que Ouattara a dit aux journalistes

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 02 décembre 2019

Adama Bictogo après une visite terrain : "200 mille personnes attendues dans un département de 350 mille habitants"

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 02 décembre 2019

Simone Gbagbo: «Gbagbo est pris comme otage»

L'Inter - lundi 02 décembre 2019

L'enrôlement démarre le 11 décembre prochain

Le Patriote - lundi 02 décembre 2019



Modernisation de l'administration / Dans la perspective de la clôture budgétaire madame Kouassi Contrôleur budgétaire était le jeudi 28 novembre 2019 au ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public pour s'assurer de la bonne exécution de l'ensemble des projets 2019.

Une nouvelle application validée par le contrôle financier



Raymonde Goudou (Photo DR)

Dans la perspective de la clôture budgétaire madame Kouassi Contrôleur budgétaire était le jeudi 28 novembre 2019 au ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public pour s'assurer de la bonne exécution de l'ensemble des projets 2019. Ce, en sa qualité d'appui conseil. Cette séance de travail a été présidée par Jean Ezan, Conseiller spécial de la ministre Raymonde Goudou, qui avait à ses côtés Yao Bama, le Directeur des Affaires financières, Roxane Kouadio, Directeur du système de Gestion et de l'Appui à l'Ethique et responsable du projet e-démarches administratives et certains conseillers techniques et responsables de projets sans oublier les deux experts du Bnetd. Kpalou Jean-Marc, Directeur général d'Active Agence a fait un exposé sur une nouvelle application dénommée « Service Public ». En

décrivant les avantages liés aux fonctionnalités de cette Application, il a d'abord évoqué la « Géolocalisation des Services » comme un module capital de cette nouvelle Application. Ce module permet de localiser avec précision les différentes Administrations de l'Etat. Mieux, grâce à cet outil, il sera aisé pour les citoyens d'accéder au portail du citoyen « Milié », le fleuron des innovations du ministère de la Modernisation de l'Administration et de poster en toute sécurité leurs requêtes, réclamations, observations et satisfactions. Il a ensuite fait un laïus sur La « Promotion », qui est le deuxième module axé sur la présentation de l'appareil de l'Etat. Il fera la lumière sur toutes les activités du gouvernement et des membres des cabinets ministériels. Outre la géolocalisation, le promoteur de cette Application, Jean-Marc Kpalou, s'est dit fier d'avoir ajouté à sa trouvaille, un autre module déterminant baptisé " Base de connaissances et Procédures dématérialisées". Il permettra aux citoyens d'accéder à un ensemble de procédures dématérialisées de l'Administration. Enfin, le dernier module qu'il a mis en évidence dans son exposé est "Back Office Promotion ». C'est un module qui sera particulièrement utilisé par les Ministères via des comptes sécurisés. Il servira alors d'interface qui permettra de renseigner les informations visibles dans l'Application, de lancer des notifications et d'analyser des données statistiques. À terme, au regard de la pertinence et surtout de l'intérêt pluriel qu'offre "Service Public" non seulement à l'Administration mais aussi aux citoyens, la contrôleuse financière a donné son approbation au financement du projet. Ce financement sera disponible dès l'année prochaine.



Arrimage Mugefci-Cmu / Après le démarrage des prestations de la Couverture maladie universelle (CMU), les fonctionnaires ivoiriens ont été confrontés à plusieurs difficultés.

Les fonctionnaires font des propositions face aux difficultés



La demande d'audience des trois organisations syndicales au Premier ministre Alassane Ouattara pour trouver une solution à la situation des fonctionnaires. (Photo : DR)

Après le démarrage des prestations de la Couverture maladie universelle (CMU), les fonctionnaires ivoiriens ont été confrontés à plusieurs difficultés. Notamment, l'accès aux établissements, aux prescriptions, l'accès aux médicaments et aux relations entre les acteurs. Sur le premier point, les fonctionnaires notent que seuls 300 centres sont paramétrés sur les 725 centres sanitaires publics que compte la Côte d'Ivoire. Les centres sanitaires

publics paramétrés sont inconnus des usagers, la carte CMU comme seul document de prestation est exigée aux fonctionnaires dans les centres sanitaires, l'insuffisance des bons CMU édités relativement au démarrage du projet, le parcours de soins contraignant pour les fonctionnaires habitués aux centres de 2ème contact. Et plus, les plateaux techniques de certains établissements sanitaires publics n'ont pas été mis à niveau, l'accès aux soins dans le cadre de la CMU n'est possible que dans les établissements sanitaires publics et non privés. Face à une telle situation, le Collectif des faitières des organisations syndicales des fonctionnaires que sont l'Inter-syndicale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (IFCI) de Jean-Yves Abonga, la Confédération des syndicats des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (COSYFOCI) de Tapé Djédjé Apollinaire et la Coordination des syndicats de la Fonction publique (COSYFOP), représentée par son président, Innocent Koffi en plus de la Plateforme des syndicats de la santé dirigée par Koulahi Mangni ont décidé de faire des propositions en vue d'apporter solutions aux difficultés liées à l'arrimage CMU - Mugefci. A l'endroit du Gouvernement, ils'agit de la mise à niveau du plateau technique de tous les établissements sanitaires sur l'étendue du territoire national; le paiement effectif de sa part patronale au profit des fonctionnaires à la Mugefci, le paiement des 04 milliards promis à la Mugefci en compensation du délai de carence pour les fonctionnaires; la prévision des compensations aux acteurs, notamment aux pharmaciens et aux grossistes; l'augmentation des budgets des centres de santé urbains et ruraux pour prendre en compte le personnel recruté; la révision du statut des acteurs impliqués dans le processus de la CMU. Puis, le reversement à la Mugefci de la quote-part des cotisations des fonctionnaires prélevées par la solde. En outre, le Collectif des faitières des organisations syndicales des fonctionnaires plaide pour que la CNAM fusionne les deux cartes (CNAM et Mugefci) afin d'en faire une seule et unique carte pour les fonctionnaires ; multiplie les sites d'enrôlement pour permettre, dans un bref délai, au maximum des populations de se faire enrôler ainsi que les familles des fonctionnaires et leurs ayants droits; rend disponibles les médicaments dans toutes les pharmacies publiques et privées; met en place une vaste campagne de sensibilisation et de communication sur le processus. Pour montrer leur disposition à trouver une solution aux difficultés, les fonctionnaires ont communiqué, le 29 novembre 2019, un rapport diagnostic assorti de

propositions au chef du Gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, tout en lui demandant de leur accorder une audience.

G. DE GNAMIEN



Lutte contre le Sida / Le vice-Président de la République a présidé, hier à Jacqueville, la cérémonie officielle commémorative de la Journée mondiale dédiée à la maladie.

Kablan Duncan : « Le contrôle de l'épidémie est à notre portée »



Le vice-Président a immortalisé l'événement avec les deux porteuses du thème de la Jmls.

La Côte d'Ivoire, à l'instar des nations de la planète, a commémoré hier la Journée mondiale de lutte contre le Sida (Jmls). Pour cette 31^e édition, qui a pour thème « Les communautés font la différence », les acteurs nationaux de la lutte contre la pandémie se sont donné rendez-vous à Jacqueville. Le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, qui présidait la cérémonie, a fait savoir que les efforts du gouvernement, depuis 2011, ont permis de réduire considérablement la prévalence du Vih/Sida en Côte d'Ivoire. « Le contrôle de l'épidémie est à notre portée », a-t-il souligné d'emblée. Il a indiqué que la Côte d'Ivoire a élaboré un plan stratégique de lutte de l'ordre de 556 milliards de Fcfa. Pour Daniel Kablan Duncan, le thème de l'événement offre l'occasion de rendre hommage aux communautés qui s'impliquent dans la riposte contre le Sida. « Le leadership et l'engagement des communautés garantissent la continuité de la riposte en mettant l'accent sur les individus, et s'assurant de n'oublier personne », a-t-il indiqué. Et de justifier que « la Jmls a pour but de montrer le rôle central joué par les communautés pour la progression, chaque année, vers les objectifs du Plan stratégique national de lutte contre le Sida ». Grâce à l'action conjuguée de tous les acteurs nationaux et des partenaires internationaux, des avancées notables ont été enregistrées en ce qui concerne le dépistage, la mise sous traitement antirétroviral (Arv), la disponibilité des Arv, la réduction des nouvelles infections Vih/Sida. En termes de données, la Côte d'Ivoire est passée d'une prévalence de 4,7 % en 2005 à 3,7 % en 2012 et à 2,6% en 2018. La proportion de personnes dépistées positives au Vih/Sida est passée de 2,8 % en 2015 à 2,3% en 2018. Le taux de

transmission de la mère à l'enfant a chuté de 22,6 % à 2% en 2018. « Toutefois des efforts doivent être encore faits, car l'objectif du Président de la République est d'arriver à 1 % et d'éliminer le Vih dans notre pays avant 2030 », a fait savoir le patron de la Jmls 2019. Revenant sur le choix de Jacqueville pour cette Journée, Kablan Duncan a révélé qu'il découle de la montée en puissance dans la ville balnéaire, nouvelle destination touristique de nombreux Abidjanais depuis la réalisation du pont. En effet, de janvier à octobre 2019, 100 nouveaux cas de personnes porteuses du Vih ont été enregistrés. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé, a rapporté que 69 % des Ivoiriens connaissent leur statut sérologique. Parmi les personnes atteintes du Sida, 85 % sont sous traitement antirétroviral, 76 % sont en suppression virale. Richard Keith Bell, ambassadeur des Usa en Côte d'Ivoire et Brigitte Quenum, directrice-pays d'Onusida en Côte d'Ivoire, ont tour à tour salué l'engagement de la Côte d'Ivoire pour bouter la pandémie hors de son territoire. L'enjeu de cette Jmls, selon eux, est d'impliquer les communautés et les organisations locales dans la riposte contre le Sida. 38 millions de personnes sont porteuses de la maladie dans le monde. 1,8 million de nouveaux cas sont enregistrés chaque année.

GERMAIN GABO



Visite d'État dans le Hambol / Le président ivoirien, Alassane Ouattara, a répondu aux questions des journalistes nationaux et internationaux à la fin de sa visite d'État effectuée du 27 au 30 novembre 2019 dans la région du Hambol, le samedi 30 novembre à sa résidence privée de Katiola.

CEI, 2020, Gbagbo, Terrorisme, Bédié, BHCI, Macron : ce que Ouattara a dit aux journalistes



Alassane Ouattara (Photo Droits Réservés)

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, a répondu aux questions des journalistes nationaux et internationaux à la fin de sa visite d'État effectuée du 27 au 30 novembre 2019 dans la région du Hambol, le samedi 30 novembre à sa résidence privée de Katiola. Nous vous proposons la retranscription faite par plusieurs journalistes des questions-réponse.

Philippe KOUHON (Afrikipresse) : Pour être plus complet sur la question sécuritaire, ne pensez-vous pas que la construction d'un centre de formation Anti-terroriste pourrait attirer l'appétit sinon la menace djihadiste en Côte d'Ivoire ? Sur la sécurité, nous mettons beaucoup de moyens pour protéger les Ivoiriens. Nous avons le conseil national de sécurité qui fonctionne bien. Alors que l'indice de sécurité était de 5, nous sommes aujourd'hui à 1,2. Le pays est en sécurité. Les gens peuvent vaquer à leur occupation. Nous avons renforcé tout ce qui

a attiré aux questions de surveillance électronique et au renseignement; et c'est une bonne chose de construire un centre de formation anti-terroriste. Il concerne les pays de la région. Nous avons une force spéciale. Quatre groupes ont été formés, de 500 personnes par groupe. Ce centre recevra des gens des régions de l'Afrique de l'Ouest. C'est une bonne chose pour la Côte d'Ivoire et les pays de la sous-région.

Philippe KOUHON (Afrikipresse) : Ne regrettez-vous pas d'avoir trop vite parlé concernant votre candidature pour 2020 ? Moi je continue d'avoir la même logique. J'ai été DGA du FMI, gouverneur de la banque centrale, Premier Ministre. Je n'ai jamais fait plus de 5 ans à 6 ans dans une fonction. J'ai fait 9 ans à cause de la crise postélectorale, je crois que ça me suffit. Mon intime conviction, c'est après deux mandats, de passer la main à une autre génération. L'année prochaine j'aurai 78 ans. Quand j'ai pris fonction j'avais 68. Ce qu'on peut faire à 68 ans, on ne peut pas le faire à 78 ans. Je dis que c'est bien que tous ceux de ma génération décident d'eux-mêmes de ne pas se présenter. Maintenant s'ils décident de se présenter, compte tenu de leur bilan, leur incapacité à gérer la Côte d'Ivoire, en ce moment-là je trouverai une solution. Mais cela ne veut pas dire que j'ai décidé d'aller.

Lance Touré (Le Nouveau Réveil) : Monsieur le président, l'actuelle composition de la Commission électorale indépendante (CeI) continue d'être décriée par l'opposition. Pensez-vous qu'à cette allure, cette CeI pourra organiser les élections à venir ? C'est évident. Vous savez, nous avons des institutions, le gouvernement a fait des propositions, discuté avec les partis politiques pendant 6 mois. Ce projet de loi a été envoyé à l'Assemblée nationale qui l'a adopté. Maintenant, c'est devenu une loi. Nous avons informé l'Union africaine. Cette CeI d'ailleurs qui est plus équilibrée que la CeI qui a organisé les élections de 2015, organisera les élections de 2020. Quand je parle il faut m'écouter, j'ai dit, pas de retour en arrière sur quelque sujet que ce soit.

Armand Depeyla (Soir Info) : Au cours de ce meeting



vous avez marqué votre volonté de voir en retrait de toute candidature les gens de votre génération. Vous avez dit que cette génération comprenne qu'elle doit se retirer, se mettre en retrait. De par cette posture monsieur le Président, est ce que vous ne donnez pas le sentiment aux Ivoiriens que vous placez votre volonté au-dessus de la constitution ? Pour la question de la candidature, il faut bien écouter quand on parle. J'ai suggéré que les gens de ma génération pensent à la nouvelle génération. Vous savez, moi j'ai été élu il y a dix ans. Je vois le travail que je faisais il y a dix ans. L'énergie que j'avais, dix ans après, je n'ai plus la même énergie. Nous devons donner à notre pays, le maximum d'énergie pour exercer la fonction de Président de la République. Je peux vous dire que parmi les gens de ma génération, je suis peut-être l'une des personnes qui a le plus d'énergie. Mais malgré cela, je suis vraiment pour le transfert du pouvoir à la nouvelle génération. Je fais une suggestion. Mais ceux qui ne veulent pas entendre cela, ils ont le droit de se présenter. C'est leur droit. Je ne violerai jamais la constitution. J'ai dit que je ne ferai pas d'exclusion. La constitution est là pour gérer toutes ces questions avec le code électoral. Donc, il n'y a pas de volonté personnelle d'empêcher qui que ce soit. J'ai fait des suggestions. Maintenant chacun envisagera. Si les gens de ma génération considèrent qu'ils doivent aller de l'avant, la constitution m'autorise à faire deux autres mandats. Je pourrai faire deux autres mandats sans aucune difficulté. Parce que je suis en parfaite santé.

Armand Depeyla (Soir Info) : Monsieur le Président, votre gouvernement a écrit à la Cpi pour lui demander de maintenir en détention Laurent Gbagbo qui a été acquitté. Est-ce que vous pouvez expliquer aux Ivoiriens ce qui a motivé cette saisine? Sur la question de la Cpi, je pense que c'est tout simplement de l'intoxication. Il n'y a jamais eu de demande du gouvernement ivoirien. Les avocats ivoiriens ont pris une initiative. C'était leur initiative. Nous n'avons jamais été associés à cette initiative des avocats. Les questions judiciaires, on ne s'en mêle pas. On vous l'a dit. On le répète, c'est un procès qui est en cours. Il n'y a pas de raison que le gouvernement s'en mêle pour dire faites ceci, faites cela. C'est purement de l'intoxication. Le gouvernement n'a pas eu à se préoccuper de cette situation.

Fabrice Tété (Le Temps) : Vous aviez dit au cours d'un de vos meetings ici, dans le Hambol, que vous avez fait un beau rêve. Quel est ce rêve? Est-ce que dans ce rêve, c'est votre candidat qui a été élu en 2020? Effectivement, c'est bien ça, pas seulement en 2020, mais également en 2025 et bien au-delà. Merci.

Romarc Sako (L'Essor Ivoirien): Au cours de votre rencontre avec les chefs traditionnels, les cadres et élus vous avez parlé du parrainage des candidatures en ce qui concerne l'élection présidentielle de 2020. Nous savons qu'il y a deux sortes de parrainage, notamment celui des citoyens et celui des élus locaux. Lequel des deux parrainages souhaitez-vous que le code électoral prenne en compte pour 2020 ? Nous avons une manière de gérer l'État de Côte d'Ivoire. Cette manière est totalement démocratique. J'ai un certain nombre d'idées avec le viceprésident et le secrétaire général de la présidence, et je les transmets au premier ministre qui doit les faire étudier par le gouvernement. Donc je ne sais pas ce que le gouvernement va proposer. Je pense que ce serait bon d'avoir le parrainage pour les candidats. Maintenant, est-ce que c'est les citoyens inscrits sur la liste électorale ou les élus ? Moi je ne peux pas vous le dire. C'est le gouvernement qui doit voir ce qui se passe ailleurs et quels sont les résultats. Ensuite, ils nous feront des propositions que le conseil des ministres examinera. Ensuite le dossier va à la commission électorale pour avis avant d'aller à l'Assemblée nationale. C'est de même que pour la caution. Je suis personnellement favorable à une caution de 200 millions Fcfa. Quand j'en ai parlé au premier ministre et au ministre secrétaire général de présidence, ils ont estimé que c'était beaucoup de passer de 20 à 200 millions. J'ai dit que ça fait 30 et 40 ans. Si on transforme les 20 millions avec le taux d'inflation, on devrait être au-delà des 200 millions de Fcfa. Peut-être que c'est le banquier qui raisonne. J'en ai parlé au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, tous me disent que 200 millions c'est trop. Parce que si c'est 200 millions pour les présidentielles ça veut dire que les cautions pour les députations, les mairies et les sénatoriales, doivent évoluer. Le premier ministre sait ce qu'il va me proposer, mais j'aimerais qu'on coupe la poire en deux.

Edwige Fiendé (Alerte.Info) : Monsieur le président, en souhaitant que la caution passe à 200 millions de FCFA et moins de candidats, n'êtes vous pas juge dans l'élection présidentielle? Il y a des cautions ailleurs. Il faut des critères qui suivent des procédures. Il ne s'agit pas de ma volonté personnelle. Je dis ce que je souhaite. Cela ne veut pas dire que ce sera forcément le cas. Le Premier ministre va proposer 100 ou 150 millions ; peut-être l'Assemblée nationale va dire c'est trop et le réduire à 50 millions etc. C'est juste une idée. Je pense que la Côte d'Ivoire a besoin de modernisation. Voyez-vous, nous ne pouvons pas avoir 10 candidats comme en Guinée Bissau où 12 candidats se sont présentés. Les 4 premiers ont recueilli 98% des votes. Cela veut dire que les 8 autres ont pris le temps de ces autres candidats qui auraient mené une bonne campagne sans cela. Pour le temps, par exemple, de passage sur les médias, on vous dit que chacun à 1 heure de temps. S'il a y a 10 candidats, cela veut dire que chacun 10 minutes voire même pas. Mais s'ils sont 4, chacun peut avoir 15 à 25 minutes de temps. C'est ce que je veux ; qu'on puisse présenter à nos concitoyens des choses crédibles et que la campagne soit vraiment une occasion de dire ce que l'on a fait par le passé, notre programme et comment le mettre en œuvre. Comme moi je l'ai fait en 2010 et surtout en 2015 avec d'autres candidats. Mais s'il y a 10 candidats, voyezvous, cela n'est pas raisonnable. Je n'ai pas à empêcher et cela n'est pas antidémocratique. J'espère d'ailleurs qu'avec le temps, ce pays aura 2 grands partis, le RHDP et, je crois, une plateforme nommée Coalition de quelque chose peut être qui deviendra un autre parti et nous aurons 2 candidats. Un

candidat des progressistes, des rénovateurs, des modernes et un autre des nostalgiques. Cela permettra aux Ivoiriens de bien choisir. C'est tout. Je ne cherche pas à exclure. Moi-même j'ai été exclu, comme je l'ai dit. Et vous ne pouvez pas savoir quand il y a des mensonges pour exclure, cela blesse la dignité. Mais c'est du passé. Je n'exclurai jamais quelqu'un et je ne ferai pas de loi dans ce sens contre qui que ce soit.

Habiba Dembélé (Rti1) : Une visite officielle du Président Macron est prévue en Côte d'Ivoire. Pouvez-vous nous situer sur le cadre de cette visite ?

Effectivement, nous avons eu un tête-à-tête avec le président Macron la semaine dernière. Nous avons passé en revue beaucoup de sujets y compris sa prochaine visite. Les dates antérieures c'était les 10 et 11 décembre 2019. Vous savez, il y a beaucoup d'événement en France dans la semaine du 5 au 12 décembre. C'est décalé un tout petit peu à une nouvelle date, mais je laisse le soin aux communiqués des deux présidences d'annoncer la date au plus tard à la fin du mois de Décembre.

Lassina Sermé (Apanews) : Ne pensez-vous pas que la situation qui prévaut à la BHCI peut freiner l'élan des investisseurs ?

Nous avons introduit des canadiens qui n'ont même pas payé leur caution. Vous savez la BHCI a été reprise. Nous avons mis beaucoup de moyens. Voilà des gens qui viennent, et qui pensent que l'Afrique est un Farwest, alors que le président de la Côte d'Ivoire est un ancien gouverneur de la Bceao. Mais j'ai trouvé honteux ce qu'ils ont fait. Je les ai dégagés. Nous avons repris la Banque, nous allons la renflouer et nous allons voir que dans quelque temps elle sera une belle Banque. Éventuellement on verra s'il faut la privatiser à nouveau ou pas. Il faudra des gens sérieux. Ils n'ont même pas fait un dollar canadien de souscription. Ils ont prévu et ils n'ont jamais versé. Ils viennent et ils commencent à vendre les actifs de la Banque pour pouvoir construire des logements pour avoir la sympathie des employés, c'est honteux. Ils vont voir, je vais les poursuivre en justice !

PHILIPPE KOUHON



Sécurité, logistique au Giga Meeting Houphouët du Rhdp le 7 décembre 2019

Adama Bictogo après une visite terrain : "200 mille personnes attendues dans un département de 350 mille habitants"



Une vue des préparatifs de meeting (Photo Droits Réservés)

Adama Bictogo, Directeur exécutif du RHDP et président national du comité d'organisation du Giga meeting du RHDP et les différents présidents des commissions de ce rassemblement prévu le 7 décembre 2019, ont passé la journée du jeudi 28 novembre 2019, dans la capitale politique ivoirienne. Arrivée en fin de matinée, la délégation du RHDP est allée présenter les civilités à la notabilité de Yamoussoukro ainsi qu'à la communauté malinké de cette ville; puis elle a mis le cap sur la mythique place Jean-Paul qui abritera cette grande messe des houphouëtistes le samedi 7 décembre 2019. Contrairement à l'ex- allié, le PDCI qui avait occupé le carré central, le président Bictogo et son Staff ont décidé de faire le plein des trois espaces (Les 3 carrés) bitumés de cette place. C'est-à-dire mobiliser plus de 200 000 personnes ce jour là. « Au-delà de la symbolique, il y a que de ce grand meeting, on rentre dans la grande année ce tournant important pour la Côte d'Ivoire, 2020. Ce meeting annonce l'entrée du RHDP dans la compétition qui s'annonce en 2020 » a-t-il expliqué. Il a exprimé toute sa gratitude aux coordonateurs régionaux, le ministre Souleymane Diarrassouba et Justin Koffi N'goran, responsables locaux d'organisation, pour le travail de mobilisation abattu déjà sur le terrain : « Merci. Vous êtes la preuve que le RHDP dans le district de Yamoussoukro est audelà du dynamisme. Vous traduisez l'ADN du RHDP, qui se traduit par l'engagement, le sens du devoir. Vous êtes les annonciateurs du succès de 2020. C'est pour cela que l'ensemble de la Coordination doit s'approprier ce giga meeting ». Au terme de la réunion qui a sanctionné cette visite de terrain, le directeur exécutif a dit ceci à la presse :

« Nous repartons satisfaits .La réunion technique nous a permis d'orienter ou de réorienter certaines décisions. À partir de mardi 3 décembre 2019 matin, tout le comité d'organisation national prendra ses quartiers au siège local du RHDP à Yamoussoukro, rue des Banques jusqu'au samedi 7 décembre 2019 après le meeting. Nous sommes venus nous enquêter des capacités d'accueil qu'offre le site. Afin de prendre toutes les dispositions pour rendre ce grand rassemblement agréable. Nous attendons 200 mille personnes. Quand on sait que le département de Yamoussoukro compte 350 mille habitants vous voyez que ça demande un suivi. Une bienveillance parce que quand une ville fait 350 mille personnes et que vous faites venir 200 mille, il peut y avoir des risques de débordement. Donc, nous avons regardé l'aspect sécuritaire, les logistiques, etc. Et nous repartons très satisfaits . Avec la certitude de non seulement faire une grande mobilisation, mais surtout une belle organisation à venir ».

Giga meeting du RHDP du 7 décembre prochain : Souleymane Diarrassouba promet une mobilisation exceptionnelle

Président local du comité d'organisation du Giga meeting du RHDP du 7 décembre 2019, Souleymane Diarrassouba, ministre du commerce par ailleurs coordonateurs régional rhdp a rassuré le jeudi 28 novembre 2019, le comité national d'organisation du meeting, à l'occasion de la visite terrain effectuée à Yamoussoukro. Selon lui, l'objectif de 45 000 personnes à mobiliser assigné à la coordination RHDP du District de Yamoussoukro sera largement atteint. Dans les répartitions, le département de Yamoussoukro doit mobiliser ce jour 40 000 personnes et 5000 pour le département d'Attiegouakro.

«Notre vision, ce n'est pas Gbagbo. Notre vision, c'est la Côte d'Ivoire nouvelle» «Le jour où Gbagbo ne sera plus là, notre vision ne doit pas mourir»

Simone Gbagbo: «Gbagbo est pris comme otage»



Invitée spéciale de la 5e Assemblée générale ordinaire (Ago) de l'Organisation des femmes du Front populaire ivoirien (Offpi, pro-Gbagbo), Simone Ehivet Gbagbo, ex-Prémière dame de Côte d'Ivoire, s'est prononcée sur plusieurs sujets d'actualité, le samedi 30 novembre 2019, à la salle de la chefferie d'Azito dans la commune de Yopougon. D'entrée, Simone Gbagbo a invité les femmes à être le fer de lance du parti socialiste. «Les femmes du Fpi ne doivent pas être des suiveuses mais plutôt des militantes aguerries, solides physiquement, intellectuellement», a exhorté l'ex-députée d'Abobo. Elle a con-vié son auditoire à s'approprier la vision portée par l'ancien parti au pouvoir. «Le Fpi est né avec une vision et cette vision, il faut que les femmes se l'approprient. Les femmes, dans la société, en général, perpétuent la culture. Elles ont la capacité de porter la semence. C'est important que les femmes s'imprègnent totalement de la vision pour l'accoucher de sorte que cette vision, en sortant d'elles, devienne un fruit pour la Côte d'Ivoire», a soutenu Simone Gbagbo. L'ex-parlementaire s'est également prononcée sur la situation du fondateur du Fpi, l'ex-président, Laurent Gbagbo, acquitté de crimes contre l'humanité en première instance par la Cour pénale internationale (Cpi), mais qui vit sous le régime de la liberté conditionnelle. «Aujourd'hui, Gbagbo Laurent est dans les liens de la détention. Aujourd'hui, il est pris comme otage. Là-bas, il est un otage. Sinon du point de vue de la justice, le travail est fini. Tout ce que nous voyons, ce sont des mécanismes pour retarder

son retour», a déclaré la 2e vice-présidente du Fpi. Elle a invité ses camarades à mettre au centre des revendications le retour en Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo, précisant cependant qu'il ne doit pas être «l'unique objet» de leurs revendications. «Chaque fois que l'un d'entre vous se lève et dit : revendiquons le retour de Gbagbo, il a raison. Dans le combat que nous menons, nous devons le mettre au centre de nos revendications mais je ne dis pas qu'il doit être l'unique objet de nos revendications. Il est au centre de nos revendications parce qu'il est la tête qui nous représente. Il est la tête qui symbolise notre vision. Il doit être là. S'il n'est pas là, notre vision est tuée. Mais notre vision, ce n'est pas Gbagbo Laurent. Notre vision, c'est la Côte d'Ivoire nouvelle. Le jour où Gbagbo Laurent ne sera plus là, notre vision ne doit pas mourir. Nous travaillons pour que notre vision soit là aujourd'hui, demain, après-demain ... Nous voulons que la Côte d'Ivoire devienne meilleure à partir de cette vision que Gbagbo porte», a expliqué l'hôte de l'Offpi. Poursuivant, Simone Gbagbo a fustigé le comportement de ceux qu'elle a qualifié d'«adversaires» au retour du leader du Fpi. «Nos adversaires ont compris que chaque fois que nous disons que Gbagbo Laurent doit rentrer au pays, nous disons : notre vision pour la Côte d'Ivoire quel que soit ce que vous fassiez, quelles que soient vos décisions, notre vision pour la Côte d'Ivoire va s'enraciner, et la Côte d'Ivoire sera totalement transformée», a affirmé l'ex-présidente du groupe parlementaire Fpi. Auparavant, la secrétaire nationale de l'Offpi également vice-présidente chargée des femmes du Fpi, Marie-Odette Lorougou, a sonné la mobilisation. «Camarades militantes, le pays nous appelle. Le Fpi ayant décrété l'année 2020, année de reconquête du pouvoir d'État, nous devons participer pleinement au processus électoral de 2020. Ceux qui ont roulé librement ces dernières années doivent se dire désormais que le Fpi est de retour. Fpi is back !», a averti l'ex-députée d'At-técoubé. Adèle N' Dabian, secrétaire exécutive chargée des femmes du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), représentant le numéro 2 de son parti, Maurice Kakou Guikahué, a traduit le soutien du Pdci à l'Offpi. Elle a annoncé un grand meeting de l'opposition pour le 14 décembre prochain. Namizata Fofana, présidente du comité d'organisation, s'est, quant à elle, réjouie de la mobilisation des membres de l'Offpi. Elle s'est engagée à travailler afin d'assurer la victoire à son parti à la présidentielle de 2020. «Les amazones sont déterminées à continuer la bataille pour la reconquête du pouvoir d'État»,



Simone Gbagbo et plusieurs autres cadres du Fpi étaient présents aux côtés des femmes à Azito. (Ph. DR)

a dit Mme Fofana. L'Ago de l'Offpi (pro-Gbagbo) a enregistré la participation de la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (Eds). Plusieurs cadres du Fpi tels Philippe Dakoury-Tabley, Abou Cissé et Koné Boubacar, représentant Assoa Adou, secrétaire général du Fpi pro-Gbagbo, étaient présents.

VENANCE AKA

PRODUCTION DES NOUVELLES CNI / L'enrôlement pour la production des cartes nationales d'identité (CNI) démarre le 11 décembre prochain.

L'enrôlement démarre le 11 décembre prochain



Le Dg de l'Oneci, Konaté Diakalidia, rassure que les choses avancent (ph dr)

L'enrôlement pour la production des cartes nationales d'identité (CNI) démarre le 11 décembre prochain. Et ce avec le premier citoyen ivoirien et les différents membres du gouvernement. Cette opération sera suivie du lancement du Registre national des personnes physiques (Rnpp). L'annonce a été faite par la responsable du projet «Titre d'Identité», par ailleurs conseillère technique à l'Office national de l'état civil et de l'identification (Oneci), Mme Kéita Naba, samedi dernier lors d'un séminaire de formation, à l'endroit des professionnels des médias relativement à la mise en place du Rnpp. Ce renforcement des capacités des hommes de médias a eu lieu au siège de l'Oneci au Plateau en présence du Directeur général de cette structure, Konaté Diakalidia. Ensuite, suivra la phase pilote, selon Mme Kéita, prévue pour le 23 décembre 2019. « Cette phase va concerner les régions du Goh, du Poro ; de San Pedro ; du Gbêkê ; de la Mé et du Kabadoukou », a-telle précisé, ajoutant que cette phase pilote va durer seulement deux semaines. Elle permettra d'éprouver le nouveau dispositif mis en place, tout en corrigeant les éventuels dysfonctionnements et de faire les derniers réglages avant la phase de la généralisation. « L'urgence, c'est le renouvellement des titres d'identité, produites depuis 2009. Mais, il est prévu de mettre fin aux enrôlements des demandeurs des Cni dans les centres Oneci repartis sur l'étendue du territoire national dès que la phase de généralisation sera enclenchée » a averti la responsable du projet « Titre d'identité ». Avant d'annoncer que les deux Cni (ancienne (jaune) et la nouvelle) vont

continuer à fonctionner jusqu'à l'expiration des anciennes cartes qui sont en circulation. Mme Keita a signifié qu'avec la mise en œuvre du Rnpp, une plateforme numérique a été conçue pour les demandes de renouvellement en ligne de la CNI à partir d'un ordinateur ou un smartphone Android. Mais, le pétitionnaire peut également se rendre dans les centres l'enrôlement Oneci qui ouvriront bientôt leurs portes. « Nous passons de 123 centres d'enrôlement à 509 centres dans les 201 communes de la Côte d'Ivoire. Le Rnpp viendra corriger les insuffisances dans la production des titres d'identité. Avec cette réforme, s'il n'y a pas de doute sur l'authenticité des documents produits, le pétitionnaire retire sa nouvelle Cni dans quarante-cinq jours » a-t-elle rassuré. La nouvelle CNI, à en croire Mme Kéita Naba, peut être établie à partir de l'âge de 5 ans pour les enfants à la demande de leurs parents. Toutefois, l'âge de la majorité civile est fixé à 18 ans et l'âge d'établissement de ce titre d'identité sans l'autorisation des parents à 16 ans en Côte d'Ivoire. Directeur général de l'Oneci, Konaté Diakalidia a, pour sa part, affirmé que toutes les dispositions sont en train d'être prises pour le démarrage effectif de la production en masse des cartes nationales d'identité. Selon lui, une fois que la nouvelle est produite, l'utilisateur a un délai de 90 jours pour la retirer. Au-delà de cette période, a-t-il annoncé, la carte sera incinérée. Car, le fait de les stocker engendre des frais de gestion. La nouvelle Cni, aux dires du Dg de l'Oneci, viendra révolutionner l'écosystème de l'identification en Côte d'Ivoire. Cette carte à puce de dernière génération pourra permettre de rentrer sur la plateforme de la Commission électorale indépendante (CEI) ; de la Sodeci, des Impôts et du Trésor grâce à ses multiples fonctions. Les responsables des projets état civil et flux migratoire, respectivement Mme Afessi Afessi et M. Coulibaly Abdramane ont présenté les nouveaux mécanismes d'enregistrement des naissances et les gestions des flux migratoires. Faut-il le rappeler, 509 021 cartes nationales d'identité, produites depuis 2009, sont encore stockées parce que n'ayant pas été retirées, par leurs propriétaires.

ANZOU MANA CISSÉ